



Les voies impénétrables du Moyen-Orient : le salut par les armes

Par [Tewfik Hamel](#)

Mondialisation.ca, 28 septembre 2017

[Le Courrier du Maghreb](#) 1 août 2017

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [L'IRAN](#)

Les relations américano-iraniennes ont rarement été « normales » ; mais l'Amérique semble désormais ne plus savoir quoi penser et quoi faire de l'Iran.

Ainsi, la politique étrangère impose toujours qu'on fasse des choix et l'Iran demeure un pays très important politiquement. Seul un grand marchandage permettrait de sortir de l'impasse. L'Iran pourrait jouer un rôle constructif s'il obtenait des contreparties. Mais Israël et les pays du Golfe s'inquiètent à des niveaux divers d'un retour de Téhéran qui se ferait au détriment de leurs intérêts. En outre, les États arabes veulent autant dénoncer une menace potentielle iranienne qu'une menace déjà effective, à savoir les armes nucléaires israéliennes.

De nombreux stratèges ont fait couler beaucoup d'encre sur la menace iranienne. Les experts sont quasi-unanimes : les conditions de réussite d'une guerre contre l'Iran ne sont pas réunies.

L'escalade n'est souhaitée que par les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël. Et Tel-Aviv n'a pas la capacité de se lancer dans une aventure d'une telle envergure... La stratégie d'Israël procède de la distinction entre les ennemis qui se trouvent à sa portée et ceux qui sont plus éloignés. Parmi ces derniers figurent l'Iran, la Libye et l'Algérie, l'Iran étant jugé le plus menaçant. Comme Israël est incapable d'aller en guerre contre l'Iran par des moyens conventionnels, Tel-Aviv tente de former une coalition anti-iraniennne, un objectif qui coïncide avec ceux des Saoudiens. La rupture des relations diplomatiques par Riyad avec le Qatar -qui a satisfait Israël- fait partie de ces efforts de construction d'un front large contre l'Iran qui est au cœur du différend.

Toutefois, en plus de révéler les limites des vertus de pacification attribuées à la mondialisation et à l'intégration économique, cet épisode reflète le danger d'une « crise structurelle » que connaît système international ; une crise si profonde qu'elle suscite des tensions politiques croissantes, même entre les pays développés, alors que les États-Unis ne sont plus en mesure d'imposer un consensus politique.

Il suffit de constater la divergence de positions entre Washington, Paris, Ankara, Berlin. Le ministre allemand des Affaires étrangères avertit qu'« une telle 'trumpisation' des relations dans une région de toute façon en proie aux crises est particulièrement dangereuse » car, ici, le scénario de la « mort subite » ou l'apparition soudaine de « l'Ange de la mort » est toujours probable. Mais, pour les États-Unis, animés par une vision messianique, les comptes n'ont pas encore été réglés avec l'Iran (et la Corée du Nord). Ceux-ci et l'Irak de

Saddam Hussein, désignés comme « l'axe de mal » sous le président Bush et comme des « États voyous » sous Clinton, représentent trois héritages de la guerre froide, trois idéologies contestataires à l'hégémonie américaine et incompatibles avec l'idéologie du marché : l'Irak de Saddam, c'était le panarabisme ; l'Iran, c'est la révolution islamo-tiers-mondiste ; et la Corée du Nord, c'est le communisme.

Parmi les régimes que l'équipe Bush avait prévu de renverser militairement dans le cadre de la reconfiguration géopolitique de la région, sept États, selon le général Wesley Clark (commandant des forces de l'OTAN en ex-Yougoslavie) étaient dans la ligne de mire des responsables de Pentagone en 2003 : l'Irak, l'Iran, la Syrie, le Soudan, la Somalie, le Liban et la Libye. Il ne faut donc pas penser uniquement à l'Irak, mais considérer les conditions géopolitiques et l'importance du Moyen-Orient dans son ensemble par rapport au capitalisme mondial. En 2003, l'American Petroleum Institute a noté que, bien que les importations américaines de pétrole du Golfe persique ne dépassent pas 11,4% de leur consommation, cette zone contient cependant 590 milliards de barils de réserves prouvées et demeure dès lors un enjeu stratégique. L'Iran, la Libye et l'Algérie représentent 130 milliards de barils de plus. L'immense bassin du pétrole extensible allant de l'Algérie à l'Iran est ainsi estimé à 720 milliards de barils. Les réserves supposées de la Mer caspienne, en Asie centrale, seront ajoutées à ce total dans les prochaines années.

Le pétrole continue de compter dans les calculs de Washington, comme ressource stratégique plutôt qu'économique. Les plans de changement de régime en Irak stipulaient ouvertement qu'un gouvernement pro-américain pourrait influencer d'autres changements de régime, similaires ; l'Iran et la Syrie étaient les cibles les plus souvent mentionnées. L'ensemble des pays de la région furent alors soumis à l'énorme pression de devoir se conformer à l'exemple de l'Irak et de permettre l'entrée en forces des investissements étrangers. Il y avait même ceux, dans l'administration américaine, qui pensaient qu'une conflagration générale dans la région aurait constitué une occasion de redessiner toute la carte du Moyen-Orient (comme cela s'était passé dans le cas de l'ancienne Union soviétique et de la Yougoslavie). Dans ce contexte, l'analyste Michael Renner avait conclu, en 2003, que « *si un nouveau régime à Bagdad déroule le tapis rouge au retour des multinationales pétrolières, il est possible qu'une plus large vague de dénationalisation puisse balayer l'industrie pétrolière, en inversant les changements historiques du début des années 1970* ». L'Irak était le début. Toutefois, Washington a changé de méthodes en privilégiant désormais les approches indirectes...

L'Iran dans la géopolitique régionale

Nul ne peut plus ignorer cette grande nation, trop importante stratégiquement pour être isolée ; et c'est sur la scène internationale que l'avenir de l'Iran va se jouer, à commencer face à la stratégie qu'adoptera la nouvelle administration Trump, pour qui la question iranienne est devenue une obsession.

L'Iran se situe à l'intersection de plusieurs mondes (arabe, turc, indien, russe), au point de rencontre de plusieurs espaces (Moyen-Orient, Caucase, Asie centrale, sous-continent indien, zone du Golfe persique), entre trois mers (Caspienne, Golfe persique, mer d'Oman), non loin de l'Europe et à la porte de l'Asie centrale. L'Iran est le seul pays qui fait la jonction entre les deux bassins pétroliers et gaziers les plus importants du monde, ceux du Golfe persique et de la Caspienne. Ainsi, l'Iran est appelé à jouer un rôle vital et décisif, en certaines circonstances, dans le Golfe et, plus largement, au sein du monde islamique.

L'histoire iranienne a emprunté des chemins compliqués qui ont conduit à faire de ce pays un partenaire difficile et incontrôlable dans la construction d'une architecture de sécurité crédible, et ce dans une région sensible où la sphère d'influence iranienne s'étend aux républiques d'Asie centrale, aux voisins pakistanais et afghans et, évidemment, aux pays arabes, particulièrement plusieurs des États du Golfe, dont l'Irak.

L'intervention américaine en Irak (2003) a en effet eu pour conséquences directes d'ouvrir les États du Golfe aux influences iraniennes. La communauté chiite -environ 10 % de l'ensemble des populations musulmanes, mais majoritaire en Irak (60%) et en Iran (80%)- a désormais acquis un statut officiel et une légitimité internationale reconnue. La normalisation que recherche Téhéran et qui conditionne à présent sa stratégie économique, calquée sur le « modèle chinois », induit sa nouvelle conduite internationale. Mais les relations entre l'Iran et le reste du monde sont toujours compliquées, car elles reposent sur trois piliers : le nationalisme, l'internationalisme et l'Islam. En outre, si la politique étrangère iranienne est tout sauf aventuriste, l'existence de nombreux centres décisionnels politiques et économiques est un autre problème, qui ajoute de la confusion en matière de politique étrangère ; parfois, ils se neutralisent et paralysent la diplomatie iranienne.

Le discours iranien a souvent mis en parallèle les capacités balistiques du pays et son programme nucléaire. Poursuivant une politique de puissance, la République islamique veut se donner les moyens d'un changement de statut, à un horizon difficile à déterminer. Tout en affichant un comportement globalement conforme aux normes internationales, le régime entretient en la matière l'ambiguïté, comme le fait Israël à propos de son programme nucléaire. Cette posture ambiguë, pour être correctement appréhendée, doit être envisagée dans son contexte géopolitique actuel : elle résulte avant tout du projet politico-stratégique que nourrit l'Iran, un projet qui est fonction de sa perception de la situation géostratégique de son environnement proche, mais probablement aussi lointain. En effet, les États-Unis maintiennent une présence militaire tout autour de l'Iran. Pour l'Iran, encerclé par une puissance nucléaire qui prône le changement de régime à Téhéran, la stratégie américaine d'encerclement constitue une violation de son espace de sécurité immédiat et une menace permanente sur les intérêts vitaux du régime.

Après avoir complété l'encerclement de l'Iran, les États-Unis travaillent désormais à son isolement politique et diplomatique (le soutien à la rupture diplomatique entre l'Arabie saoudite et le Qatar en fait partie) et s'efforcent d'endiguer l'influence dont l'Iran dispose en dehors de ses frontières.

Cet acharnement s'explique en partie par la position stratégique de l'Iran qui, grâce à ses potentialités humaines et économiques, à son indépendance et sa coopération avec Pékin et Moscou, renforce son statut de puissance régionale moyenne et apparaît comme le dernier rempart contre une mainmise durable des États-Unis sur l'ensemble de la région. Téhéran poursuit en effet un objectif géopolitique d'envergure : rompre son isolement et devenir moteur dans l'opposition à la présence militaire américaine au Moyen-Orient. Déjà allié de la Russie et coopérant avec la Chine, l'Iran joue la carte de la fraternité islamique contre l'omniprésence américaine. Téhéran a appris le pragmatisme : les dirigeants iraniens pratiquent une politique d'ouverture diplomatique tous azimuts. Sa politique étrangère ne peut plus donner l'image d'un grand délinquant.

La stratégie iranienne apparaît ainsi comme un mélange de visées régionales et de dissuasion face à certaines menaces ; le tout associé à une tentative de créer un système coopératif d'alliance.

L'Iran veut installer au Moyen-Orient un ordre alternatif à l'hégémonie américaine.

La stratégie américaine

L'hostilité qui oppose les États-Unis et l'Iran a pour origine leurs visions divergentes de l'avenir du Moyen-Orient. Les États-Unis cherchent à consolider leur domination sur une région névralgique, tandis que l'Iran est prisonnier des contradictions de sa propre constitution.

Trois constantes quasi immuables caractérisent l'approche américaine du Moyen-Orient : hégémonie, institutions de relais politiques locaux et consolidation des acquis stratégiques. Dès lors, la politique américaine dans la région est définie de manière à garantir l'aboutissement de trois objectifs-phares : la préservation des intérêts d'Israël, la mise en difficulté de la Russie (et d'autres concurrents potentiels) et le maintien des intérêts pétroliers. Cela dit, la « grande stratégie » américaine dans la région vise non seulement à empêcher l'émergence de puissances régionales, mais aussi la réorganisation et la transformation spatiales de la région, conformément au modèle néolibéral : la reconfiguration des appareils des États de la région (institutions politiques, économiques, sociales et de sécurité) est un préalable à son intégration dans l'économie de marché mondialisé et dans l'orbite américaine.

Dans la poursuite de ces objectifs, Washington s'est appuyé sur toute une gamme de moyens : usage de la force, interventions directes et secrètes, guerres par procuration et subversion, cooptation, assistance économique et militaire, pressions, ventes d'armes, présence militaire, diplomatie.

Durant les années 1980 et 1990, la stratégie américaine au Moyen-Orient était fondée, géopolitiquement et économiquement, sur la stabilité de l'axe Washington-Riyad, le double endiguement de l'Iran et de l'Irak et l'exclusion effective d'autres puissances extérieures comme la Russie, la Chine, l'Inde et l'Union européenne de la géopolitique de la région. Elle s'est appuyée sur l'Arabie saoudite et le Pakistan comme principaux alliés régionaux. Elle avait peu de soutien en Europe (même le Royaume-Uni n'a pas appuyé la position envers l'Iran). Elle a été activement contestée par la Russie, la Chine et l'Inde. Enfin, elle a provoqué une large opposition dans le monde arabe et, plus largement, musulman : des documents déclassifiés révèlent que « *dans tous les pays arabes, la propagande américaine a cherché 'l'inversion des tendances anti-américaines de l'opinion arabe' et l'orientation des 'pressions révolutionnaires et nationalistes dans toute la région dans des canaux ordonnés non antagoniques à l'Occident'* » et de les diriger vers d'autres cibles, notamment l'Iran (*US National Security Archive Electronic, Briefing Book n° 78*).

Les États-Unis tentent désormais de mobiliser les pays arabes contre l'Iran, comme l'ennemi principal, et de les détourner d'Israël.

Mais, avec l'accord sur le nucléaire, l'Iran se trouve renforcé sur le plan politique et médiatique (et d'autant plus que les États-Unis eux-mêmes ont détruit ses ennemis héréditaires, Saddam et Talibans, tout en se discréditant dans la région ; et, par leur soutien irresponsable et illégal à Israël, ils ont affaibli leurs alliés dans la région).

Par ailleurs, une certaine inquiétude prévaut chez les petits États du Golfe, qui craignent pour leur existence dans l'ombre d'un puissant voisin doté de capacité nucléaire. En outre, au-delà de la question nucléaire, l'obsession de tous les États sunnites, du Caire jusqu'à

Riyad, c'est l'idée de voir émerger un pôle Chiite en Irak, voire la création d'un pôle chiite allant de Téhéran à Beyrouth, et qui contrôlerait l'essentiel des ressources pétrolières.

L'objectif principal des Iraniens, enfin, reste de voir leur pays retrouver son statut de puissance régionale.

Iraniens et Américains sont aujourd'hui en mesure de se dissuader mutuellement. Washington espère la coopération de l'Iran sur certains dossiers. Seulement, les Iraniens œuvrent pour pousser Washington à revoir, dans leur intérêt, l'ensemble de sa stratégie régionale dans le Golfe.

L'Iran est donc devenu un acteur incontournable dans la plus part des questions arabes, y compris au Liban, Palestine, Syrie, Yémen. Les États du Golfe ont toujours été méfiants sur la question des pourparlers entre Washington et Téhéran. Ils souhaitent éviter une nouvelle secousse pour la région tout en désirant en même temps l'échec de toute tentative de dialogue sérieuse entre Washington et Téhéran, dont l'entente se ferait nécessairement à leur détriment.

Particulièrement du fait de l'aventurisme de l'administration Trump et du ministre saoudien de la Défense, Mohammed ben Salmane al-Saoud, la guerre entre Washington et Téhéran n'est pas inévitable (pas plus que la paix). Ni la paix, ni la guerre entre les deux pays ne semble souhaitée par la majorité des dirigeants arabes. Ceux-ci continuent de préférer le retour au statut quo qui garantirait, à leurs yeux, la sécurité au moindre coût. Mais les saoudiens sont désormais sur une ligne tout à fait différente de leurs alliés arabes et dangereusement glissante.

Sentiment d'insécurité à Riyad

Le climat de tension entretenu et sans cesse ravivé entre Riyad et Téhéran n'est pas seulement conjoncturel. Les lignes de fractures identitaires (arabes versus perses) et religieuses (sunnites versus chiites) se superposent aux ambitions géopolitiques.

Le Royaume saoudien semble de plus en plus imprévisible, depuis ces dernières années. La rupture diplomatique avec le Qatar n'en est que le dernier exemple en date, d'une série de décisions jugées irrationnelles. Victor Hugo écrivait : « *Ami est parfois un mot vide de sens, ennemi jamais.* » C'est ainsi que la crise qui persiste entre Ryad et Téhéran peut être appréhendée. Autrement dit, l'Iran est plus que jamais aux yeux de la monarchie saoudienne l'ennemi dont on a besoin pour détourner l'attention de la population de l'impasse dans laquelle se trouve de plus en plus évidemment le système politique du royaume. La mobilisation de l'opinion publique arabe autour de la menace iranienne traduit des dysfonctionnements institutionnels et des faiblesses structurelles internes. Cette politique constituant les bases psychologiques de la perception des vulnérabilités internes, le sentiment d'insécurité de Riyad ne peut pas vraiment être apaisé ; et aucun contrat d'armement ni aucune mesure de confiance ne mettra fin à la paranoïa des dirigeants saoudiens.

En d'autres termes, lorsque le dilemme de la sécurité est le produit des politiques de sécurité extérieures des États, les États peuvent désamorcer les tensions grâce à des mesures de renforcement de la confiance. De telles mesures sont importantes pour surmonter (au moins temporairement) la nature anarchique du système international, notamment entre l'Iran et ses voisins du Golfe. Les bases psychologiques de la perception

des vulnérabilités internes sont, en revanche, beaucoup plus difficiles à apaiser. En effet, l'insécurité intérieure des États présente un défi particulier pour les décideurs qui tentent d'éviter le dilemme de sécurité. Les craintes d'ingérence interne sont générées non pas par les politiques des autres États, mais par les vulnérabilités internes des États eux-mêmes. Ainsi, les États ayant des vulnérabilités internes ne peuvent pas être facilement apaisés par des mesures de renforcement de confiance avec leurs voisins. Sous cet angle, tout changement sera considéré par les décideurs saoudiens comme une instabilité et une menace.

Ainsi, le comportement international des Saoudiens reflète la « doctrine de Brejnev », qui prônait la « souveraineté limitée » des États socialistes.

Durant le Printemps de Prague, en 1968, Brejnev expliquait que la Tchécoslovaquie devrait être autorisée à déterminer son propre destin, mais que son détachement de la communauté socialiste était inacceptable ; cette auto-détermination entraînait « *en conflit avec ses propres intérêts vitaux et aurait été préjudiciable aux autres États socialistes* ».

Le message des Saoudiens semble similaire : tout éloignement jugé excessif de la position saoudienne serait en contradiction avec les intérêts vitaux de l'Arabie saoudite et ceux des autres États monarchiques du Golfe, et par conséquent, ils n'accepteront aucunement des changements dans les structures de pouvoir. La rupture diplomatique avec Qatar n'est que la dernière manifestation de cet état d'esprit brejnévien ; et l'intervention au Yémen, l'aide financière accordée à l'Égypte et le renversement des Frères musulmans dans ce pays, ou encore l'intervention en 2011 des forces du Conseil de Coordination du Golfe (CCG) au Bahreïn en font partie également.

Un autre exemple en est la guerre indirecte que Riyad mène contre la Syrie : aux yeux des Saoudiens, Damas s'est trop éloignée de la ligne du royaume, et cela est intolérable. Au Yémen également, la structure du pouvoir a été bouleversée par l'arrivée des Houthis, d'où l'intervention face au risque de profondes modifications de la donne nationale et régionale.

* * *

Le président mexicain Porfirio Diaz (1876-1911) disait : « *Pauvre Mexique, si loin de Dieu, si près des États-Unis.* »

Nous pouvons dire aujourd'hui : « *Pauvre Qatar (ou Yémen, etc.), si loin de Dieu, si près de l'Arabie saoudite.* »

Toutefois, la politique que le Qatar a menée depuis près d'une décennie a aussi été très néfaste pour la paix dans la région.

L'arroseur arrosé...

Tewfik Hamel

La source originale de cet article est [Le Courrier du Maghreb](#)
Copyright © [Tewfik Hamel](#), [Le Courrier du Maghreb](#), 2017

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca